



La solidarité alimentaire en circuits-courts : un vecteur d'émancipation ?

Une recherche-action menée par le Secours Populaire
en Occitanie et le LERIS

Financée par la Fondation Carasso et la DRAAF Occitanie

Rapport synthétique

LERIS
Laboratoire d'études et de recherche sur l'intervention sociale
www.leris.org

Auteure du rapport : Pauline Scherer

Pendant deux ans, cinq comités ou antennes du Secours Populaire en région Occitanie, ont expérimenté des actions visant à créer des ponts entre la lutte contre les exclusions et l'alimentation en circuits-courts. Produire, cuisiner, transformer, fabriquer, acheter, manger, distribuer... autant d'occasions de faire et d'être ensemble, pour faire évoluer les pratiques de solidarité, les modes d'actions collectives, les dispositifs d'aide alimentaire, dans une perspective d'émancipation, et pour faire de l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité, un enjeu citoyen.



Sommaire

4 Repères

8 Pourquoi cette question ?

9 Hypothèses

10 Les processus d'expérimentation

16 Analyse et résultats

Dynamiques participatives et principes d'action collective

Mobilisation des ressources territoriales, circuits-courts et alliances locales

Accès à l'alimentation et « mieux manger »

Interroger le fonctionnement de l'aide alimentaire

21 Synthèse



Repères...

En introduction, quelques notions clés pour la compréhension de cette démarche de recherche-action

Émancipation

« L'émancipation désigne un processus de libération politique, individuel et collectif, vis-à-vis d'un ensemble de tutelles, de normes ou d'assignations minorantes » (Tarragoni, 2014). Nous entendons par émancipation, le processus qui vise à sortir de la place qui nous a été assignée par notre genre, notre sexe, notre situation sociale, notre origine ethnique... (Maurel, 2010)

Aide alimentaire

Elle a pour principale source de financement le FEAD (Fond Européen d'Aide aux plus Démunis) auquel s'ajoutent des financements nationaux, locaux et privés. Fournis par l'agro-industrie via des appels d'offre, les produits dits européens sont distribués par des associations de bénévoles qui disposent également des surplus de la grande distribution ou encore des produits issus des dons et collectes. Dans ces espaces, les produits frais sont rares et les produits frais de qualité encore plus. En France, environ 4,8 millions de personnes (+2 millions en 10 ans), aux profils très hétérogènes, auraient recours chaque année à l'aide alimentaire.

Participation

La participation consiste à mobiliser les citoyens autour de la vie collective et de la vie de la cité, à faire de la chose politique un enjeu partagé. Elle vise aussi à faire émerger de nouveaux responsables politiques, à en diversifier les profils (notamment issus des groupes minoritaires), et à réinventer la démocratie. L'enjeu est de transformer la culture politique dans le but de favoriser une réelle implication de toutes les couches de la population. (P. Mahey, 2005). La participation consiste à associer les personnes et les groupes concernés par un problème public dans un processus d'élaboration et de planification de politiques, de dispositifs ou d'équipements qui visent à répondre au problème.

« Un parcours de participation qui n'est pas producteur de droits nouveaux mérite-t-il vraiment son nom ? » G. Allegretti, 2011.

Alimentation

Le comportement alimentaire se situe au carrefour de différents facteurs qui donnent à l'alimentation une dimension nourricière mais aussi affective, culturelle et sociale. Selon les personnes, les aliments sont porteurs de différents rôles : rôle nourricier de maintien de vie, mais aussi de marque d'affection, rôle hygiéniste de maintien de la forme et de la santé, rôle hédoniste (goûts et préférences alimentaires, plaisir de manger), rôle social et d'identification. Selon l'INPES, les grands déterminants de l'alimentation sont le pays, la société, les facteurs socioculturels (traditions, croyances, éducation...), l'environnement alimentaire, le niveau socio-économique, le lien social, la convivialité, les aspects individuels (goûts, psychologie), les facteurs physiologiques (faim, poids, taille...) et l'état de santé.

Disqualification sociale

Selon le sociologue Serge Paugam c'est un « processus d'affaiblissement ou de rupture des liens de l'individu avec la société au sens de la perte de la protection et de la reconnaissance sociale ». La disqualification est le processus de mise à l'écart et de stigmatisation des personnes qui ne participent pas pleinement aux activités économiques et sociales. La disqualification est un processus qui se fait en trois étapes avec tout d'abord une phase de fragilisation de l'individu liée à la précarité de l'emploi puis une phase de dépendance vis-à-vis des services sociaux et, enfin, une phase de marginalisation, les services sociaux n'arrivant pas à favoriser l'intégration de l'individu.

Circuits-courts

Un circuit-court est un circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Il désigne une relation transparente entre plusieurs acteurs de l'économie obéissant à 4 critères incontournables : la création de liens sociaux et de coopération, l'équité dans les échanges financiers, une approche participative, une logique pédagogique.

Les circuits-courts ont une forte dimension démocratique, ils activent les liens sociaux, suscitent la coopération et le travail en réseau et incitent à l'engagement individuel dans le collectif (Paturel, Chiffolleau, 2014).

Justice sociale

La justice sociale est un principe politique et moral qui a pour objectif une égalité des droits et une solidarité collective qui permettent une distribution juste et équitable des richesses, qu'elles soient matérielles ou symboliques, entre les différents membres de la société.

La philosophe Nancy Fraser propose une conception de la justice sociale fondée sur deux dimensions complémentaires, la redistribution et la reconnaissance, associées à deux types d'injustice, l'injustice socio-économique (exploitation, marginalisation ou exclusion économique) et l'injustice de type symbolique (domination culturelle par imposition de modèles sociaux). Ces injustices étant, à des degrés divers, enchevêtrées.

Insécurité alimentaire

État dans lequel se trouve une personne, ou un groupe de personnes, lorsque la disponibilité d'aliments sains et nutritifs, ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine.

Droit à l'alimentation

Droit de l'homme reconnu par le droit international. Il protège le droit de chaque être humain à se nourrir dans la dignité, que ce soit en produisant lui-même son alimentation ou en l'achetant.

Pour le Rapporteur spécial de l'ONU, le droit à l'alimentation est : « le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur. »

Empowerment

La notion de pouvoir est au cœur de l'empowerment, qui renvoie à l'accroissement d'un pouvoir. Il peut désigner autant un état qu'un processus qui soient à la fois individuels, collectifs, sociaux, politiques... Il implique une démarche d'auto-réalisation et d'émancipation des individus, de reconnaissance de groupes ou de communautés et de transformation sociale. L'empowerment implique une transformation des relations entre les individus et les institutions, entre le collectif et les institutions, entre les pratiques et leurs contradictions (Bacqué, Biewener, 2013). L'empowerment peut concerner les 4 dimensions du pouvoir :

- Le pouvoir « sur » (ne plus subir mais exercer un réel pouvoir sur son contexte de vie)
- Le pouvoir « de » (prendre des décisions, mener des actions)
- Le pouvoir « intérieur » (renforcer l'image de soi, l'estime de soi)
- Le pouvoir « avec » (participer à la solidarité, appartenir à un collectif)

Démocratie alimentaire

« La démocratie alimentaire est une notion récente en sciences politiques et en urbanisme, qui interroge la manière dont le système alimentaire – production, distribution, consommation – répond ou non à des enjeux de justice sociale et environnementale et qui interroge la capacité des citoyens à redéfinir les contours de ce système et à dépasser l'opposition classique entre mondes urbain et rural ». (Côme, 2017)

« Introduit par Tim Lang dans les années 1990, le concept de "démocratie alimentaire" est posé au départ comme une façon de faire contrepoint au pouvoir exercé par les firmes internationalisées de l'agroalimentaire, contrôlant l'alimentation et les consommateurs dans un contexte où les Etats se désengagent de cet enjeu. L'idée est alors de donner aux citoyens l'opportunité de reprendre la main sur leur alimentation, sur la façon dont elle est produite et distribuée. Centrée au départ sur les réseaux militants, cette notion désigne finalement une diversité d'expériences démocratiques à l'œuvre dans la reconnexion entre agriculture et alimentation, au Nord et au Sud ». (UMR Innovation INRA, 2017).

Solidarité

La solidarité est le sentiment de responsabilité et de dépendance réciproque au sein d'un groupe de personnes qui sont moralement obligées les unes par rapport aux autres. Ainsi les problèmes rencontrés par l'un ou plusieurs de ses membres concernent l'ensemble du groupe. La solidarité conduit l'homme à se comporter comme s'il était directement confronté au problème des autres, sans quoi, c'est l'avenir du groupe (donc le sien) qui pourrait être compromis. Nous avons aujourd'hui une vision restrictive de la solidarité, sur un mode binaire : la solidarité s'exerce, dans un mouvement unilatéral, en direction des personnes défavorisées. Alors qu'une conception plus large de la solidarité met l'accent sur l'interdépendance entre les êtres humains. Ils sont les organes d'un seul organisme.

Éducation populaire

Cette démarche consiste à décrypter les rapports de domination, à prendre conscience de la place que l'on occupe dans la société, à apprendre à se constituer collectivement en contre-pouvoir, à expérimenter sa capacité à agir. Ce qui est visé, ce n'est pas seulement le développement ou l'épanouissement personnels : c'est bien l'émancipation individuelle et collective, et la transformation de la société.

Engagement

Les personnes qui s'investissent dans la sphère publique sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus autonomes. Les gens ne s'engagent pas moins, ils s'engagent différemment, et le monde associatif connaît lui aussi de profondes transformations. La tendance va vers la création de collectifs plus éphémères, plus horizontaux dans les rapports hiérarchiques et moins structurés que ce qu'on peut voir dans certaines grandes fédérations. Le collectif devient moins un agrégat (assemblage de parties qui forment un tout) qu'un lieu de rencontre de différentes individualités. Apparaît alors ce que le sociologue Jacques Lon nomme « l'engagement post-it » (court, passager, nomade pourrait-on dire) et « affranchi » (qui évite toute affiliation à un groupe d'appartenance), qui va à l'encontre d'un « engagement timbre » (sur le temps long) et « affilié » (inscrit dans une appartenance à un groupe et à son référent idéologique et politique).

Désaffiliation sociale

Processus décrit par le sociologue Robert Castel qui correspond à la « dissociation du lien social » en raison de l'absence de travail et de l'isolement social. Préférant le terme de désaffiliation, au sens plus précis que le mot exclusion, Castel la définit comme étant « le décrochage par rapport aux régulations à travers lesquelles la vie sociale se reproduit et se reconduit ». Il analyse les situations de dénuement selon deux axes :

- axe d'intégration / non-intégration par le travail qui permet d'accéder aux formes collectives de protection,
- axe d'insertion / non-insertion dans des liens sociaux primaires qui permettent d'accéder aux formes de protection par les proches (la famille notamment). Pour Robert Castel « les exclus sont à l'aboutissement de trajectoires. Il ne s'agit plus d'une pauvreté qu'on pourrait qualifier d'intemporelle ou de résiduelle, mais d'une pauvreté qui apparaît à la suite d'une dégradation par rapport à une situation antérieure ».

Développement durable

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins. » (ONU).

Le développement durable combine plusieurs exigences : la satisfaction des besoins essentiels des générations actuelles et futures, en rapport avec les contraintes démographiques, l'amélioration de la qualité de vie, le respect des droits et des libertés de la personne, le renforcement de nouvelles formes d'énergies renouvelables, etc.

Alimentation durable

Elle désigne un ensemble de pratiques, de la production à la consommation de biens alimentaires, économiquement viables, socialement soutenables et écologiquement responsables (Chiffolleau, Prevost, 2014)

Agriculture durable

Elle se traduit par une gestion économiquement rentable, sans qu'il soit porté atteinte à l'environnement et sans réduire les ressources naturelles pour les générations futures. Il s'agit d'une production plus saine, moins polluante, respectant les exigences sanitaires environnementales et prenant en compte l'avenir des agriculteurs. L'agriculture biologique va dans le sens d'une agriculture durable.

Système alimentaire

« Manière dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et pour consommer leur nourriture ». (L. Malassis, 1994)

Système alimentaire territorial

« Ensemble de filières agroalimentaires répondant aux critères du développement durable, localisées dans un espace géographique et coordonnées par une gouvernance territoriale ». (JL Rastoin)

Souveraineté alimentaire

Concept fondé par Via Campesina (mouvement paysan mondial) en 1996, la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. Elle laisse la possibilité aux populations, aux États ou aux groupes d'États de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un effet négatif sur les populations d'autres pays. Considérant que le rôle des paysans est de nourrir en priorité leurs concitoyens, la souveraineté alimentaire nécessite le développement et la protection d'une agriculture familiale et des marchés de proximité moyennant, si nécessaire, des protections tarifaires. Elle est donc en rupture totale avec les orientations libérales mises en oeuvre par l'OMC.

Ressources

Ouvrages

- Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carol. L'empowerment, une pratique émancipatrice ? 2013
- Castel Robert. Les métamorphoses de la question sociale. 1995
- Ion Jacques. S'engager dans une société d'individus. 2012
- Fraser Nancy. Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution. 2011
- Mahey Pierre. Pour une culture de la participation. 2005
- Malassis Louis. Nourrir les hommes. 1993
- Maurel Christian. Éducation Populaire et puissance d'agir. 2010
- Paugam Serge. La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté. 1997

Articles

- Allegretti G. (2011), « Les défis de la démocratie participative. Une refondation politique et culturelle », *Le monde diplomatique*.
URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/10/ALLEGRETTI/21111>
- Chiffolleau Y. et Prevost B. (2014), « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires ». URL : <http://noris.revues.org/4245> ; DOI : 10.4000/noris.4245
- Côme (2017), « La démocratie alimentaire : une politique urbaine émergente », *Revue Sur-Mesure*. URL : <http://www.revuesurmesure.fr/issues/natures-urbaines-et-citoyennes/la-democratie-alimentaire-une-politique-urbaine-emergente>
- Chiffolleau Y. et Paturel D. « Circuits courts et cohésion sociale : au-delà du mythe, de nouvelles évidences ». URL : https://www.academia.edu/7923375/Circuits_courts_et_cohesion_sociale_au-del%C3%A0_du_mythe_de_nouvelles_%C3%A9vidences
- Chiffolleau Y., Paturel D., Biénabe E., Millet-Amrani S., Akermann G. -UMR Innovation, Inra (2017) « La construction sociale de la démocratie alimentaire : quels enjeux pour la recherche ? », in *GIS Démocratie et Participation, Actes du Colloque "Les expérimentations démocratiques aujourd'hui. Convergences, fragmentations, portées politiques"*
URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/2237>
- Rastoin JL. *Journal Resolis*, (2015). URL : http://www.resolis.org/upload/journal/document/11_20150313_resolis_journal_janvier_sat_interactif.pdf
- Tarragoni F.(2013), « Émancipation », in Casillo I. avec Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J.-M., Lefebvre R., Neveu C. et Salles D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/emancipation>

Sites internet

- www.education-populaire.fr
- www.toupie.org
- <http://www.srfood.org/fr/droit-a-l-alimentation>

Pourquoi cette question ?

La paupérisation d'une partie de la population et l'industrialisation croissante de la chaîne alimentaire engendrent de nombreuses situations de mauvaise alimentation (sous-alimentation, alimentation non équilibrée, maladies d'origine alimentaire) et des problématiques d'accès. Le système agro-alimentaire est de plus en plus perçu comme injuste et opaque, ne permettant pas un égal accès de tous à une alimentation de qualité, éloignant toujours plus les consommateurs de la production, de la transformation, de la compréhension du système alimentaire, et dépossédant les citoyens de toute prise de position ou de décision. De plus, l'industrialisation fragilise le secteur agricole, en particulier les petits producteurs. Les agriculteurs voient leurs revenus baisser et leur nombre se restreindre. Nombre d'entre eux sont en situation de précarité.

Face à ce constat, de nombreuses initiatives autour de l'alimentation locale s'installent dans les territoires, sous l'impulsion d'habitants, d'associations, (marchés en circuits-courts, AMAP, jardins partagés, groupements d'achats, agriculture urbaine...), et de producteurs (boutiques paysannes, vente directe), témoignant d'une prise de conscience et d'un désir de se réapproprier « ce qu'il y a dans nos assiettes », donc les modes de production et de consommation. Ces mouvements citoyens de relocalisation de l'alimentation font preuve d'une grande créativité et portent en eux une visée émancipatrice. En effet ils permettent aux citoyens-mangeurs de s'affranchir du modèle de production et de consommation majoritaire pour aller vers une autre alimentation, choisie, de manière éclairée. Au delà de cet aspect critique, les circuits-courts « inventent une économie fortement « encastrée » dans le social, – relations interpersonnelles et valeurs morales notamment – d'où elle tire sa force et même sa performance économique, mais aussi parfois ses limites »¹. Car, ces pratiques demeurent minoritaires. Du côté des producteurs, les débouchés et l'accès à la terre restent limités et du côté des mangeurs ces initiatives concernent avant tout les catégories sociales les plus favorisées. Les classes populaires sont quasiment absentes de ces dispositifs et cette homogénéité sociale limite leur portée en termes de solidarité et de justice sociale.

Pourtant, en France, de plus en plus de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. Elles ne sont pas en mesure d'accéder à une alimentation de qualité, saine et digne (respectueuse de leurs santé, de leurs valeurs, de leurs aspirations, de leurs cultures) et fréquentent les associations d'aide alimentaire. Malgré les efforts des associations et de milliers de bénévoles, ces dispositifs maintiennent ces personnes dans une situation de dépendance, de non choix et de non maîtrise de leur alimentation. Le recours à ces dispositifs est bien souvent source de honte et symbole de disqualification sociale pour les personnes concernées. L'aide alimentaire fonctionne dans une logique descendante, ancrée dans le système productiviste et les circuits-long. Elle répond à « une injonction d'urgence qui reste peu questionnée alors que les bénéficiaires, toujours plus nombreux, deviennent une composante structurelle de la société française »¹.

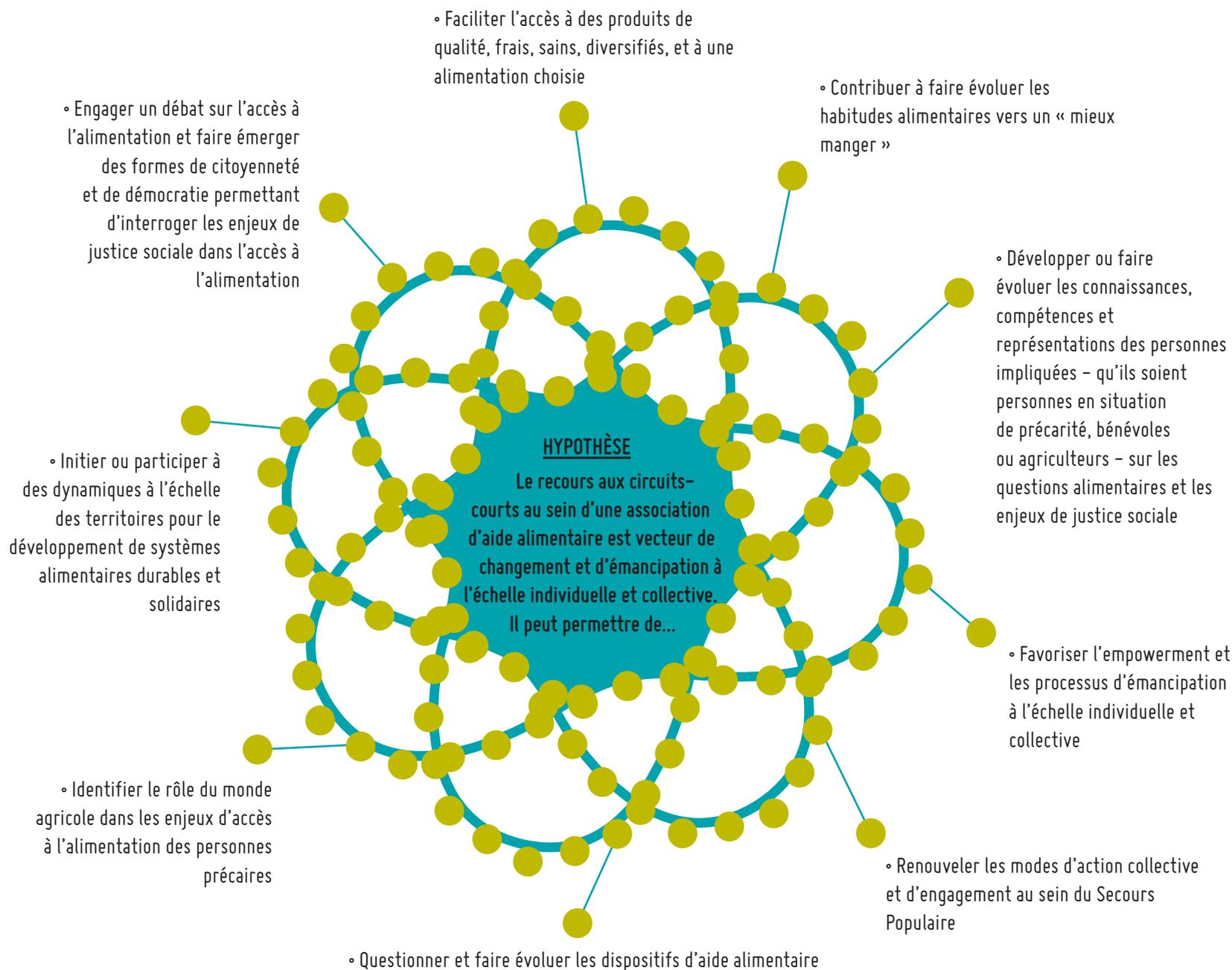
Le Secours Populaire Français (SPF) en Occitanie, accompagné par le LERIS, s'est engagé depuis plusieurs années dans une réflexion sur ses pratiques de solidarité, notamment sa capacité à éviter la logique d'assistanat pour privilégier l'accompagnement des personnes dans une visée émancipatrice. Issu des mouvements populaires de l'après-guerre, le Secours Populaire s'appuie sur les personnes accueillies et les bénévoles comme forces vives de la solidarité et défend l'idée d'une relation d'égal à égal entre personnes accueillies et bénévoles au service de l'accès aux droits fondamentaux. Le Secours Populaire a pour objectif de répondre aux besoins urgents mais aussi de s'inscrire dans une logique d'éducation populaire (à travers de nombreuses actions comme l'accès aux vacances, aux loisirs, à l'éducation...). Au fil des années, l'aide alimentaire a pris de plus en plus de place dans les activités des comités et le nombre de personnes accueillies n'a cessé de croître. De nombreuses personnes témoignent d'une logique distributive et d'une cadence qui ne laissent pas assez de place à l'échange, à la rencontre, à l'accompagnement et à la reconnaissance des personnes. Dans le même temps les questions de qualité des produits distribués et du manque de produits frais sont soulevées. Plus largement, le Secours populaire souhaite ré-interroger la manière dont il fait vivre les valeurs de l'éducation populaire au détriment d'une approche assistancielle, au sein de ses comités et antennes.

Pour tenter de répondre à toutes ces questions, en Occitanie, le SPF a formulé l'hypothèse de la solidarité alimentaire en circuits-courts et a lancé en 2014 une première expérimentation locale, suivie en 2016 de ce programme de recherche-action. Il se situe à la croisée de 4 champs de recherche : Les pratiques de solidarité et leur dimension émancipatrice, la participation sociale et citoyenne, les systèmes alimentaires territoriaux et l'accès à l'alimentation durable dans une perspective démocratique, en d'autres termes la démocratie alimentaire.

¹ «Circuits courts et cohésion sociale : au-delà du mythe, de nouvelles évidences». Yuna Chiffolleau : chiffolle@supagro.inra.fr et Dominique Paturol : dpaturol@supagro.inra.fr // INRA-SAD – UMR 951 Innovation – Montpellier

LA RECHERCHE-ACTION

- But : produire des connaissances avec les "premiers concernés" et engager des processus de changement, de transformation, en termes de pratiques sociales, d'accès aux droits, de vitalité démocratique...
- deux ans
- 3 comités et 2 antennes du Secours Populaire en Occitanie
- Un budget d'action compris entre 500 et 2 000 euros par comité/antenne
- Environ 200 personnes concernées par le projet : 40 participants actifs, 60 participants ponctuels, 100 personnes sensibilisées
- Un accompagnement du Conseil de Région du SPF (une animatrice de la démarche) et d'un laboratoire de recherche (2 sociologues du LERIS)
- Des rendez-vous collectifs réguliers (6 en 2 ans)
- Des conditions d'expérimentation : engager une dynamique entre bénévoles et personnes accueillies, impliquer des producteurs locaux, laisser des marges d'incertitude dans le projet, créer des liens avec d'autres acteurs du territoire.



Les processus d'expérimentation

EXPÉRIENCE N°1

Comité de 20 bénévoles pour 150 familles accueillies
Commune de 23 000 habitants

● Contexte

Forte routine du comité, bénévoles engagés depuis de nombreuses années, difficulté à envisager de nouvelles actions
Pas de soutien du comité, freins à la mise en route du projet
Sous l'impulsion d'une bénévole, une personne accueillie compétente en jardinage et motivée devient bénévole pour animer le jardin

● 2016

- Mobilisation d'un groupe de personnes accueillies pour jardiner
- Difficultés relationnelles
- Conflits entre les participants et avec les autres jardiniers.
Essoufflement, découragement

● 2018

- Un groupe « alimentation » composé de 14 personnes (nouveaux et anciens bénévoles, et personnes accueillies) se constitue pour mener une recherche-action locale et réfléchir à l'accès à l'alimentation
- Nouvelle équipe pour le jardin et réflexion sur l'évolution de l'épicerie (changements dans l'approvisionnement, le choix des produits etc.)
- Partenariat avec le CPIE du territoire pour organiser des sorties thématiques en lien avec la production alimentaire
- Partenariat avec le lycée agricole pour le jardin

● Point de départ

Une parcelle de 80 m² mise à disposition du Secours Populaire dans un jardin partagé municipal
Un projet de jardin pour l'auto-consommation

● 2017

- Une famille cultive pour sa propre consommation et une partie de la parcelle devient pédagogique
- Formation « culture de la terre », animée par un producteur local, en partenariat avec une autre association d'insertion
- Arrivée d'une nouvelle bénévole pour animer le jardin
- Mise en place d'une lettre d'information locale
- Renouvellement du bureau et élection d'une nouvelle déléguée générale porteuse du projet jardin
- 7 familles du SPF prennent une parcelle dans le jardin partagé municipal

● Perspectives

- Projet de partenariat avec le circuit-court du territoire
- Projet d'ateliers cuisine
- Pérennisation du groupe alimentation et de ses actions

● Commentaires

Beaucoup de remises en question personnelles
Beaucoup de ténacité pour faire bouger le comité qui aboutit à de nombreux changements organisationnels
Un processus d'empowerment significatif
Forts enjeux de transmission, de délégation et de « gestion du pouvoir »

La nouvelle orientation du projet alimentaire attire de nouveaux bénévoles au SPF
Les ressources du territoire sont mobilisées
Le fonctionnement habituel de l'aide alimentaire est ré-interrogé

EXPÉRIENCE N°2

Antenne de 20 bénévoles pour 100 familles accueillies Commune de 4 800 habitants

● Contexte

Forte routine du comité, difficulté à envisager de nouvelles actions

Fort investissement des bénévoles engendrant de la fatigue

Comité intéressé par le sujet mais limité en forces vives

Impulsion du secrétaire général récemment arrivé, motivé par l'idée de faire mieux vivre les valeurs de l'éducation populaire et de travailler avec le monde agricole très présent localement mais précaire.

Partenariat déjà en place avec un jardin d'insertion (don de surplus)

● 2016

- Ré- aménagement de l'espace en cuisine
- Recrutement d'un nouveau bénévole par le secrétaire général pour animer l'atelier
- Premier atelier cuisine suivi d'un repas partagé avec les bénévoles

● 2018

- Investissement financier pour mieux équiper la cuisine
- Reprise des ateliers en janvier au rythme de un par mois
- Les ateliers sont intégrés à l'activité et au budget régulier du comité
- Partenariat avec le jardin d'insertion pour expérimenter la vente de panier bio à 3 euros aux personnes accueillies
- Demande de subvention pour approvisionner l'épicerie en légumes et fruits frais et locaux

● Point de départ

Existence d'un coin cuisine non utilisé dans le local

Lancement d'un atelier cuisine en ayant recours au circuit-court

● 2017

- Un atelier cuisine par mois jusqu'en juin (à chaque fois une dizaine de personnes à l'atelier et une quinzaine au repas, y compris les enfants des personnes accueillies)
- Instauration de nouvelles relations, plus horizontales, entre bénévoles et personnes accueillies : convivialité, partage, possibilité de mieux connaître et accompagner les personnes

● Perspectives

- Création d'un groupe « alimentation » pour faire évoluer l'épicerie (par exemple avoir plus de produits de base, non transformés)
- Projet de partenariat avec une biscuiterie locale
- Approvisionnement en circuits - courts (ramasse chez les producteurs, dons de surplus)
- Faire des achats via une plateforme agri-locale
- éditer un livre de recette
- Activer un réseau de producteurs autour de l'antenne

● Commentaires

Le projet renforce la nécessité de se situer dans l'éducation populaire

L'instauration de nouvelles relations au sein du comité est source de mobilisation et de motivation

Les personnes accueillies prennent un rôle dans le comité

Les ressources du territoire sont mobilisées

Le fonctionnement habituel de l'aide alimentaire est ré-interrogé

EXPÉRIENCE N°3

Comité de 40 bénévoles pour 150 familles accueillies Communauté de Communes de 36 400 habitants

● Contexte

Comité dynamique composé de nombreux bénévoles

Comité qui a déjà mené une expérimentation autour des circuits-courts (marché de producteurs dans le cadre de la distribution alimentaire, ateliers cuisine, visite de fermes)

Une commission composée de bénévoles et personnes accueillies déjà en place sur le sujet

Une personne en mécénat de compétence qui anime la démarche

Forte implication de la secrétaire générale

● 2016

- Jardin partagé (parcelle sur terrain municipal)
- Mai : petit marché
- Mai : atelier cuisine
- Implication d'une agricultrice bio qui est aussi personne accueillie
- Juillet : petit marché
- Conflit et départ d'une personne accueillie très investie dans le projet

- Novembre : atelier tomates
- Novembre : atelier confection d'un goûter
- Glanage/ramasse de pommes
- Achat d'un stérilisateur pour conserves
- Lancement d'un deuxième jardin partagé (terrain privé mis à disposition)
- Mise en place de petit-déjeuner d'information sur le projet

● 2018

- Des fruits et légumes sont proposés à chaque distribution mais pas forcément en circuits-courts
- Existence d'un réseau de producteurs autour du comité, susceptible de donner des surplus ou proposer une ramasse
- Création d'un poulailler avec 7 familles accueillies
- Fin de la commission sur les circuits-courts (essoufflement des bénévoles pour relancer de nouvelles actions)

● Point de départ

Petits marchés paysans
Ateliers cuisine et repas
Jardins partagés

● 2017

- Mars : atelier petit déjeuner sur les pratiques alimentaires et définition d'un plan d'action locale
- Mars : atelier cuisine inter-associatif
- Mai : atelier pain
- Juin : petit marché avec des légumes de printemps
- Contacts pour trouver de nouveaux producteurs locaux pour alimenter les petits marchés
- Juillet : atelier fruits et légumes d'été
- Septembre : atelier technique de conservation et stérilisation
- Plusieurs ramasses de légumes : choux vert. Légumes proposés à tous lors d'une braderie
- Élaboration d'une charte de fonctionnement pour le deuxième jardin qui accueille des familles
- Pique-nique sur le jardin partagé, signature de la charte
- Transmission / formation sur le jardin partagé municipal
- Participation aux réunions de travail du Pays sur la thématique de la santé et de l'alimentation
- Participation à des initiatives d'autres associations locales pour fabriquer des bacs en bois pour installer des plantations

● Commentaires

Une importante dynamique pendant deux ans avec une forte implication des personnes accueillies, des bénévoles et de producteurs

De nombreuses actions et une grande agilité et ingéniosité pour faire vivre l'action collective

Des difficultés pratiques dans la collaboration avec les producteurs (volume, calendrier des récoltes)

Des conflits internes liés à des différences de visions et de degré d'implication (un désir d'aller plus loin et plus vite

● Perspectives

- Pérennisation des activités
- Désir de créer une cuisine collective

en termes d'approvisionnement chez certains, confronté aux contraintes de l'action collective qui nécessite du temps et de l'organisation)

Une forte résonance du projet dans la vie d'un.e des participant.e.s (enjeux personnels, émotionnels)

Apprentissage de la prise de risque, de l'audace, de la nécessité de faire

Apprentissage du repérage des compétences chez les autres

Mise en lumière de la nécessité d'animer ces démarches

EXPÉRIENCE N°4

Comité de 60 bénévoles pour 40 familles accueillies

● Contexte

Beaucoup de monde enthousiaste et motivé au départ (groupe d'une dizaine de personnes)
Choix d'organiser une visite et un repas dans une ferme en permaculture, à l'occasion de la sortie famille annuelle pour démarrer le projet et sensibiliser les personnes
Désir de s'orienter vers un projet de jardin

● 2017

- Atelier sur les pratiques alimentaires rassemblant bénévoles et personnes accueillies
- Projet « incroyables comestibles » en partenariat avec un lieu d'insertion local. Installation de bacs à cultiver près du local du SPF qui est implanté dans un quartier HLM. Journée de plantation avec les habitants, notamment les enfants.
Les bacs n'ont par la suite pas été entretenus.
- Tentatives de partenariats avec des producteurs locaux qui n'ont pas aboutit, notamment à cause d'une représentation négative des personnes accueillies au Secours populaire

● Perspectives

- Le premier atelier cuisine sera réalisé à l'occasion de la fête annuelle du comité.
- Quelques personnes se sont portées volontaires.
- Désir de faire entrer des nouveaux bénévoles, notamment en ouvrant le local les samedi, jour de marché et de forte affluence.

● Point de départ

Sortie et repas à la ferme (permaculture)
A la suite de la sortie les participants n'ont pas été remobilisés

● 2018

- Le groupe des personnes motivées s'est réduit à trois.
- Peu d'actions ont pu être menées.
- Il n'a pas été possible de trouver un terrain pour le projet jardin
- Nouveau projet d'atelier cuisine en tirant parti de l'équipement cuisine dont dispose un des locaux du SPF

● Commentaires

Une motivation toujours forte mais un manque de dynamique collective
Difficulté à ouvrir le dialogue et à mobiliser les familles
Besoin de développer une méthodologie de mobilisation, d'animation
Engagement bénévole toujours sur le fil du rasoir : il est difficile de leur demander de faire plus que ce qui se fait déjà

EXPÉRIENCE N°5

Une antenne de 15 bénévoles pour 70 familles accueillies Territoire de 20 000 habitants

● Contexte

Un comité très divisé entre aide alimentaire et boutique avec peu de liens entre les bénévoles

Une expérience de jardin collectif (culture de pomme de terres pour le SPF) avait déjà été tentée mais n'avait pas entraîné une forte mobilisation (le terrain n'était pas situé dans la commune ce qui avait généré des problèmes de transport)

Dans le cadre de la recherche-action, une bénévole, investie dans le premier jardin, s'est mobilisée pour créer un jardin partagé sur la commune

● 2016

- Obtention du prêt d'un terrain privé pour 5 ans par une propriétaire

● 2018

- La bénévole s'apprête à laisser la main à la seule personne accueillie qui a continué de s'investir dans le jardin, pour qu'il prenne la main sur le projet.
- Ils projettent de vendre les légumes du jardin à bas prix lors de la prochaine braderie du Secours populaire pour sensibiliser les personnes au « bon goût » de ces légumes et pouvoir racheter des graines

● Point de départ

Projet de jardin collectif avec des bénévoles et des personnes accueillies dans le but d'alimenter le Secours Populaire en légumes

● 2017

- Travail de communication auprès des personnes accueillies à la PASS (permanence d'accueil et de solidarité)
- Un petit groupe de 5 personnes se mobilise pour le jardin
- Les premiers travaux de nettoyage, retournement de la terre sont effectués
- La mairie prête du matériel de jardinage
- Apparition de conflit sur l'usage du jardin (alcool, barbecue, casse du cadenas, insultes,..) qui abouti à un fort conflit interpersonnel
- Seule une personne continue de s'investir avec la bénévole. Ensemble ils cultivent le jardin pour leur propre consommation
- Organisation d'une journée parents-enfants dans le jardin avec l'éducatrice d'un CHRS local. Projet de partenariat plus pérenne qui n'a pas aboutit.
- Quelques personnes âgées viennent aider mais pas de réelle dynamique

● Perspectives

- Mobiliser de nouvelles personnes accueillies et bénévoles au jardin dans un but d'auto-consommation

● Commentaires

- Une motivation persistante malgré des difficultés à mobiliser bénévoles et personnes accueillies dans le projet

- Besoin de développer une méthodologie de mobilisation, d'animation pour «faire avec»

Processus global de la recherche-action

Mars 2016 : Lancement de la recherche-action (cartographie des initiatives, communication auprès des comités) et de la réalisation du film

9 Avril 2016 : 1^{er} forum, « Aide alimentaire, production agricole locale et émancipation », Montpellier

Mai 2016 : Lancement des expérimentations locales et du travail d'observation et d'intervention sociologique

Juillet 2016 : Lettre d'info n°1

Septembre 2016 : Lettre d'info n°2

6 décembre 2016 : Groupe de Réflexion et de Production sur le thème de la solidarité

Février 2017 : Lettre d'info n°3

27 Avril 2017 : 2^e forum, « Quelles solidarités alimentaires sur les territoires ? », Montpellier

Juillet 2017 : Lettre d'info n°4

Février 2018 : Groupe de travail sur la conception d'un module de formation sur la solidarité alimentaire pour les bénévoles

Mars 2018 : Publication d'un article scientifique dans Forum, revue de la recherche en travail social, n°153

7 avril 2018 : 3^e forum, « La solidarité alimentaire en circuits-courts : retour sur deux ans de recherche-action » à Montpellier et diffusion du film.

Mai 2018 : Test du module de formation pour les bénévoles

31 mai 2018 : Clôture du programme de recherche-action et remise du rapport final.

Après mai 2018 : Suite des expériences locales

Perspectives

Diffusion du module de formation

Diffusion et essaimage de la démarche auprès d'autres comités à l'échelle régionale et nationale (notamment via le rapport écrit, le film, l'échange d'expériences)

Diffusion de la démarche au sein du groupe alimentation à l'échelle nationale du SPF

Participation au développement de la recherche sur le sujet (séminaires, colloques)

Projet (à confirmer) d'initier un travail multi-acteurs à l'échelle régionale pour que les personnes ayant recours à l'aide alimentaire puisse contribuer à l'élaboration des politiques publiques alimentaires.

Projet européen (à confirmer) d'échanges de pratiques et de formation à la solidarité alimentaire en circuits-courts avec des homologues italiens, belges et bulgares.



Analyse et résultats

La solidarité alimentaire en circuits-courts au Secours populaire :

Vers une pédagogie de l'action vectrice d'émancipation et de démocratie pour favoriser l'accès à une alimentation durable pour tous et faire évoluer les dispositifs d'aide alimentaire.

Nous présentons ici les grands thèmes de l'analyse du processus et des résultats de la recherche-action, de manière synthétique.

Ces éléments seront développés, dans une perspective de recherche, dans le rapport final qui sera publié fin mai 2018.

Les extraits d'entretiens, mis entre guillemets, sont des paroles de participants.



Dynamique participative et principes d'action collective

Expérimenter

L'expérimentation de nouvelles activités a introduit une perturbation dans le quotidien des comités qui est venue ré-interroger l'organisation, les rôles et les places de chacun. C'est la nature de ces activités et surtout la manière dont elles sont menées qui sont porteuses de changements. L'expérimentation est une invitation à faire, au détriment d'une sorte de fabrique de l'impuissance généralisée (« on ne peut pas », « c'est trop compliqué », « ce n'est pas possible » etc.)

« Ce que j'ai appris dans ce projet c'est de prendre le risque de faire »

Participer

La participation des personnes accueillies a été un objectif affiché du projet dans le but qu'elles puissent devenir actrices de la solidarité. Cette volonté peut répondre à des visions différentes de la solidarité : d'un côté une vision plutôt émancipatrice dans laquelle nous nous inscrivons (recherche de réciprocité, de relations plus égalitaires, permettre aux personnes de développer leurs capacités d'action pour s'auto-réaliser) de l'autre une vision plus utilitariste (nécessité de fixer des objectifs aux personnes aidées pour qu'elles sortent de l'assistanat).

Dans les faits, au Secours Populaire de nombreux bénévoles sont ou ont été personnes accueillies, la question de la participation va donc au delà de l'implication. Nous avons observé que celle-ci ne doit pas devenir le seul critère de succès, au risque de perdre son sens et de perdre de vue les objectifs que sont la lutte contre la précarité, l'accès à une meilleure alimentation, la ré-interrogation des rapports de domination, l'émancipation. Ce sont les manières de faire, les postures, les relations qui vont pouvoir s'instituer qui vont être vectrices de changement. L'implication des personnes accueillies peut être un objectif si elle permet de remettre en question les rapports sociaux et de passer de la distribution passive à la production collective, ce qui n'est pas systématique. L'enjeu participatif a été au cœur des deux années de recherche-action et même si de nombreuses difficultés ont été rencontrées pour mobiliser les personnes dans le projet, plusieurs leviers de mobilisation ont pu être identifiés, qui sont présentés ci-après.

Produire ensemble

Les expérimentations se sont inscrites dans une volonté de « faire ensemble » plutôt que de distribuer de l'aide. Les activités collectives de production, transformation, fabrication sont porteuses du principe d'égalité puisque chacun agit, quelque soit son statut. Le faire ensemble promeut une posture d'acteur, source de reconnaissance. Ce qui est produit a une valeur sociale et peut participer concrètement à l'amélioration des conditions de vie.

« Là c'est sur qu'on est tous dans le même bateau ! »

Cuisiner et manger

Dans tous les comités, la cuisine est perçue comme l'un des meilleurs points de départ pour créer le lien, la convivialité et pouvoir ensuite développer d'autres projets. Elle facilite les relations sociales, les échanges linguistiques, les échanges de pratiques, la sensibilisation au goût et aux produits, qui pourront permettre, si elles sont complétées par d'autres expériences, d'agir sur les habitudes alimentaires.

« Tant qu'on a pas mangé ensemble, on ne se connaît pas !

C'est un moment de partage. Au début on n'était pas chaud par rapport à l'investissement en temps mais là... Ça nous bouscule, ça nous interpelle.

Ces femmes ont une énergie extraordinaire, il y a de la réciprocité, on apprend d'elles ! Elles font venir les enfants et tout... C'est le resto du Secours Pop ! ».

Relier plutôt qu'éduquer

Le principe du faire ensemble ne gomme pas de manière magique les rapports de pouvoir et de domination. Dans toute action collective les stéréotypes, les représentations, les maladresses, sont présents (« les bénévoles sont là pour faire leur BA », « les personnes accueillies ne peuvent pas penser à l'intérêt général » etc.). L'attention portée aux relations qui s'instaurent au quotidien est primordiale. Tout comme l'acceptation et la gestion du conflit. Progressivement, dans ces espaces d'action collective que sont les jardins, les cuisines, les fermes, les champs... d'autres relations s'installent, teintées de convivialité, d'échanges, de rire et de conflits, qui font oublier qui est qui, et permettent de dépasser la question de qui donne et qui reçoit. La plupart des actions engagées mettent l'accent sur la dimension sociale de l'alimentation, les relations humaines, et sur la posture d'acteur. Les actions les plus enclines à mobiliser dans le temps ne s'inscrivent pas ou peu dans une logique éducative, dont l'enjeu serait dicté en amont (« il faut bien manger pour être en bonne santé »). Il s'agit plutôt de trouver du plaisir ensemble, et surtout d'identifier un enjeu commun pour se mettre en action, au niveau individuel et/ou collectif, dans une logique de solidarité, dans laquelle chacun joue son rôle et qui va à l'encontre d'une approche unilatérale de l'aide. Les gens ont moins besoin de cadre que de relations.

« Même en étant dans le même groupe on sentait bien que nous on était des personnes accueillies, on nous le faisait sentir »

« On dirait qu'il y a toujours un rapport d'inféodation, de dépendance, c'est dur de sortir de ça »

« Ici on rencontre des gens sympas qu'on ne rencontrerait pas ailleurs, on parle français, on découvre des nouvelles recettes »

Mobiliser à partir des compétences

L'élément clé qui a fonctionné en termes d'implication des personnes accueillies, mais aussi d'implication de nouveaux bénévoles ou d'anciens bénévoles qui étaient jusque là peu impliqués ou peu décisionnaires, a été de mobiliser à partir des compétences et des appétences des personnes. Ce préalable à l'action nécessite de mettre en place des outils pour repérer ces compétences (poser des questions dans le cadre des entretiens individuels, mettre en place un tableau des « savoir faire » dans les locaux des comités...). En partant de leurs goûts et de leurs savoir-faire, les personnes se sentent motivées mais surtout légitimes pour contribuer à l'action solidaire. Cette reconnaissance est un premier pas dans le processus d'empowerment.

« J'ai toujours eu un jardin. Mon premier jardin ça a été la garrigue, je ramassais les salsifis sauvages, les responchons, les langues de bœuf (bourraches)...

Je sais de ma propre expérience que les pesticides ne servent à rien.

J'ai transmis le goût et le savoir faire du jardin à mes enfants.

Même sans moyens, l'alimentation a toujours été quelque chose d'important pour moi, par rapport à mes enfants aussi. L'équilibre alimentaire est super important.

J'ai toujours bien mangé et ça m'a sauvé (par rapport à la maladie) »

Attirer de nouveaux bénévoles

Dans la plupart des comités engagés, le projet a permis d'attirer de nouveaux bénévoles sur des compétences (jardin, cuisine) ou des affinités particulières (écologie, alimentation saine, critique du système productiviste). Le défi de l'alimentation durable est partagé par bon nombre de personnes, notamment celles qui s'engagent dans la société civile. L'engagement du Secours populaire sur l'accès à l'alimentation durable pour tous véhicule une nouvelle image de l'association susceptible d'attirer de nouveaux bénévoles avec de nouveaux profils.

« Moi je suis sensible à l'agriculture locale et biologique, du coup quand J. m'a demandé si je voulais donner un coup de main, comme j'ai un peu de temps, je suis venu »

Développer les compétences

Les compétences développées par les participants se déclinent sur trois plans : les compétences sociales (gestion de groupe, capacité à mobiliser, lâcher prise, faire avec, débrouille...), les compétences individuelles (humilité, patience, écoute, argumentation, réflexion...) et les compétences techniques (calendrier des récoltes, fabrication de poulailler, gestion de budget, culture de la terre, rédaction de fiches recettes...). Ces processus d'apprentissage participent au développement du pouvoir d'agir.

« Avec la recherche-action, j'ai appris de nouveaux outils pour réfléchir, j'ai eu des prises de conscience, ça m'a permis une prise de recul par rapport à mon comité »

Viser l'autonomie

Les premières activités proposées (jardin, cuisine, visite de ferme) sont des espaces de mobilisation qui engendrent d'autres types d'activités, qui vont dans le sens de l'autonomie alimentaire (glanage dans des vergers privés, ramasse chez des producteurs, achat d'un stérilisateur, construction d'un réseau de producteurs, poulailler collectif, culture d'une parcelle en autonomie...). Lorsque l'on parle d'autonomie, il ne s'agit pas de supprimer des liens mais au contraire de créer des liens, des attachements, qui favorisent la conquête de l'autonomie.

Changer de place et de rôle

Quelques participantes ont eu des trajectoires marquantes au cours du processus, qui les ont fait changer de place au sein des comités : devenir un acteur clé du projet, prendre des responsabilités, quitter le Secours Populaire ou devenir secrétaire générale d'un comité.

« J'ai dû beaucoup me remettre en question, c'est un gros travail sur l'égo ! »

Faire évoluer les systèmes d'organisation

La prise de responsabilité de nouvelles personnes et l'introduction de nouvelles activités, sont venues bousculer les hiérarchies en place et la répartition du pouvoir, ce qui incite les comités à faire évoluer leur organisation. Les grands enjeux qui sont apparus sont ceux de la circulation de l'information, de la transversalité entre les différentes actions (agir de manière moins sectorielle) et de la montée en puissance d'un fonctionnement plus ouvert, en commissions thématiques, avec de réelles délégations de pouvoir et de prise de décision. L'expérience pointe aussi le rôle fort de coordination qui doit permettre au groupe d'aller dans le même sens tout en respectant les individualités diverses.

« Il faut accepter d'être remis en cause et de partager le pouvoir »

« On devrait plus parler dans le comité, faire plus de réunions sur nos ressentis »

Susciter le débat

Nous avons observé au fil du processus l'émergence de nouvelles instances de discussion autour de la question alimentaire.

La constitution de « groupes projets » (personnes accueillies/bénévoles) est l'un des piliers de la démarche. Ceux-ci permettent de créer un espace où va pouvoir se discuter et se penser la question de l'alimentation, en dehors des activités habituelles, notamment la distribution de l'aide alimentaire. Il s'agit d'un espace de confrontation des points de vues, de débats, et de conception collective des actions, où l'on s'autorise à avoir de nouvelles idées et à penser les choses autrement. Ces espaces de participation tentent de mobiliser les différents savoirs des personnes concernées. C'est dans ces espaces que se discutent les choix de produits, de modes d'approvisionnements, de modalités d'action, avec les premiers concernés.

Mobilisation des ressources territoriales, circuits-courts et alliances locales

Repérer les ressources du territoire et activer ces ressources

Dès le début du programme, les comités ont été incités à s'ouvrir à leur territoire pour repérer les producteurs locaux, mais aussi les initiatives existantes autour de l'alimentation et de la solidarité. Cette ouverture au territoire a été une source de créativité et d'opportunités pour construire des actions collectives qui dépassent le cadre du Secours Populaire. Les comités impliqués ont pu repérer et mobiliser différents types d'acteurs : circuit-court organisé par des citoyens-consommateurs, CPIE (Centre Permanent d'éducation à l'environnement), CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural), Jardins de Cocagne, municipalités, communauté de communes, CCAS, associations d'aide alimentaire, CHRS... et bien sur les producteurs locaux. Au delà des acteurs, d'autres types de ressources ont pu être identifiés comme des vergers à l'abandon ou des terrains privés non utilisés pouvant être mis à disposition. Ce travail sur les ressources a permis de mieux connaître le territoire et ses spécificités en termes de production agricole, et de susciter des nouvelles actions. Il devrait être renforcé à l'avenir pour travailler sur de vraies cartographies des ressources. On peut imaginer que les territoires disposent d'autres ressources latentes qui peuvent être activées.

Construire un réseau

La construction de réseau est également au cœur de l'approche territoriale. Cette dimension de la pédagogie de l'action concerne la possibilité de créer un réseau pérenne autour d'un comité, mobilisable par les bénévoles et composé d'acteurs pouvant se mobiliser spontanément en fonction des opportunités. On pense ici au réseau de producteurs qu'a pu mettre en place un des comités, qui lui permet aujourd'hui de recevoir des surplus de production, d'être contacté pour une ramasse de choux ou de pouvoir acheter des produits à distribuer. La création d'un réseau de producteurs autour d'un comité permet d'envisager des échanges réciproques dans le temps : dons, achats, ramasse, visite, vente... et de trouver les moyens logistiques de le mettre en œuvre. Ce travail en réseau crée également des ponts avec les habitants du territoire. Les personnes en situation de précarité souffrent du manque de liens, notamment avec des personnes appartenant à d'autres groupes sociaux. Nous percevons que par l'alimentation il est possible de développer ce type de relations.

Cette dimension a été initiée durant le processus de recherche-action mais n'en est encore qu'à ses prémices. Elle constitue une perspective de développement majeure.

« Avant les producteurs ne savaient pas qu'on cherchait des légumes, maintenant on a des liens pérennes avec eux »

Activer la connexion entre production et consommation

Le travail de lien avec les producteurs – lors des marchés paysans, des visites de fermes ou lors des achats réalisés pour l'animation d'un atelier cuisine – permet d'opérer la reconnexion entre production et consommation pour découvrir et comprendre les réalités de chacun. Les partenariats avec les producteurs ont pu rencontrer des freins, notamment lié à la saisonnalité ou à l'organisation des lignes de production : les producteurs n'avaient pas toujours les produits souhaités au « bon moment » ou ne disposaient pas des quantités nécessaires à la distribution envisagée. Ces contraintes nécessitent des ajustements et donnent lieu à de multiples apprentissages sur les réalités des différentes parties prenantes, qui servent la montée en compétence, le développement des savoirs et de la conscience.

Le recours à l'approvisionnement local a également été initié pendant la recherche-action mais reste embryonnaire. Aujourd'hui les conditions sont réunies dans plusieurs comités pour qu'il puisse se développer.

« Pour moi en tant que paysanne c'est important que les gens se rendent compte qu'on est là pour les nourrir »

Développer le rapport au vivant

Les producteurs locaux vivent en lien étroit avec la nature, de par leur activité et leur mode de vie. Cette connexion au vivant peut être très éloignée des réalités de vie des personnes qui fréquentent le Secours Populaire. Hors, il semble que la dimension sensible, sensitive joue un grand rôle dans l'éveil du désir de changement en termes d'alimentation et dans l'amélioration des conditions de vie immédiate. « Respirer », « prendre l'air », « avoir des sensations », « s'apaiser », « se dépenser », « sentir », goûter » sont des éléments invoqués par les personnes à propos de leur expérience.

« Je ne mange pas trop de légumes, j'aime pas trop ça, mais pour moi aller au jardin c'est apaisant »

Travailler la complémentarité entre acteurs

Autre enjeu du travail territorial, la relation aux autres associations de solidarité, notamment d'aide alimentaire, aux pouvoirs publics et aux travailleurs sociaux. Des projets communs ont pu être mis en place comme un atelier cuisine inter-associatif. Aujourd'hui une sorte de concurrence s'est installée entre les associations et il est urgent de mettre en place des espaces de coordination pour penser la solidarité alimentaire de manière commune, non pas par structure mais par territoire. Il y a nécessité à rechercher les complémentarités entre les différentes associations : complémentarité de calendrier, de propositions, de produits... dans une des communes, une réflexion est en cours avec le CCAS qui travaille lui aussi sur l'accès à l'alimentation pour penser des actions en commun et diversifier les propositions faites aux personnes.

S'inscrire dans les systèmes alimentaires territoriaux

Penser en terme de système permet d'identifier l'ensemble des acteurs, de la production à la consommation en passant par la transformation, la distribution... Les comités du Secours populaire sont potentiellement des acteurs de ce système à partir du moment où leur approvisionnement dépend en partie du local. Ils peuvent être considérés comme membres de ces systèmes avec un rôle spécifique lié à l'accès à une alimentation durable des personnes précaires. En tant qu'intermédiaire quel pourrait être leur rôle dans le système alimentaire ?

Cet aspect a été peu développé pour l'instant, même si l'un des comités s'est investi dans une réflexion publique locale sur le sujet. Mais cela constitue une piste de réflexion et de développement intéressante pour penser une solidarité alimentaire en circuits-courts qui puisse fonctionner. Cette perspective pose aussi la question de l'inscription des pratiques de solidarité du Secours Populaire dans le développement durable. Enfin, de nouveaux dispositifs d'action publique sont en cours d'élaboration, les PAT (plans alimentaires territoriaux), qui comportent un volet « justice sociale » qui devrait être travaillé avec les personnes concernées. La recherche-action a fait émergé la qualité et le choix de l'alimentation comme enjeu dans certains comités du Secours populaire, il serait pertinent de faire le lien avec les pouvoirs publics pour mettre en place un dispositif de participation à l'élaboration des politiques publiques.

Accès à l'alimentation et « mieux manger »

Mieux manger ?

Cette question a fait l'objet d'ateliers et de temps d'échanges pour interroger ce que chacun place derrière l'idée de « mieux manger ». Si un consensus a souvent émergé (équilibre, légumes, moins de sucre, moins de produits transformés), souvent lié aux injonctions des politiques publiques de santé, chacun va mettre en avant des éléments qui lui sont propres : le plaisir, la convivialité, l'aspect esthétique, viande ou pas viande, le repas complet, la présence de vin, les produits de marque etc. Les changements en termes de consommation ne sont pas très visibles à l'échelle des deux ans de recherche-action. Nous sommes sur des micro-expérimentations, avec un nombre limité de participants et le rythme du changement est un rythme lent. Nous pouvons toutefois les repérer dans le comité où la question de l'approvisionnement a été particulièrement travaillée (marché, achats, ramasse, conserves), et pour quelques familles qui se sont investies dans la culture de parcelles de jardin en autonomie. En résumé, nous observons que plus les familles se voient proposer (ou donner la possibilité de produire) des légumes et produits frais de qualité, et plus ils en consomment.

« Avant les légumes nous restaient sur les bras, maintenant tout le monde en prend, même les choux ! »

Choisir son alimentation

Au delà de la question de la qualité, c'est la question du choix qui émerge. Les choix alimentaires répondent à une diversité de facteurs chez chacun, qui vont guider les achats. Dans la distribution alimentaire, le choix est contraint et ne permet pas de répondre, ni même de se poser beaucoup la question, de ses « valeurs » alimentaires. Les gens prennent ce qu'on leur donne. Même s'ils disposent parfois d'une petite marge de décision, ils ne sont pas en situation de discuter. Dans la dernière étape de la recherche-action, deux nouveaux comités ont commencé à mettre en place un groupe « alimentation » qui a pour but de remettre à plat la place et la vision de l'alimentation dans le comité, pour opérer de nouveaux choix sur les produits et les modes d'approvisionnement. C'est un prémice de reprise en main des missions, sur un mode démocratique.

« Vous on ne vous dit pas ce que vous devez acheter »

Prendre conscience des enjeux de l'alimentation durable pour soi, pour les autres, pour la société

Les circuits-courts constituent un espace d'apprentissage, ils sont sources de prises de conscience. A l'échelle individuelle, on observe que ce sont les enjeux de goût, de bien être et de santé qui émergent en

premier, puis viennent les enjeux de préservation du monde paysan et de survie des petits producteurs, et enfin les enjeux écologiques et les enjeux économiques et politiques (mainmise de l'agro-industrie sur l'alimentation, sur-production, coût, renforcement des inégalités...). Ce travail de conscientisation est l'un des effets de la recherche-action, il se manifeste de manière plus ou moins prégnante en fonction des participants.

Quels leviers pour faire évoluer les comportements alimentaires?

La question du changement est complexe et touche à de nombreux facteurs : psychologiques, économiques, sociaux, d'appartenance culturelle et sociale, individuels, collectifs, de santé, de conviction etc. Changer d'habitude demeure un processus difficile, qui demande du temps long.

Mais au vue des expérimentations, on peut imaginer que la combinaison de différents leviers puisse avoir un effet à moyen terme : mise à disposition de produits locaux, mise à disposition de terres cultivables, acquisition de compétences, éveil du goût, conscientisation du geste alimentaire, espaces de fabrication collective, mise à disposition d'équipements et de matériel, approche du sensible et du vivant, information sur les enjeux de santé, notamment pour les enfants, outils réflexifs sur les systèmes alimentaires, rencontre et travail en commun avec des paysans, conscientisation des enjeux écologiques et économiques.

Interroger le fonctionnement de l'aide alimentaire

Penser l'urgence et/ou la qualité ?

Agir sur la qualité de l'alimentation et développer des modalités alternatives d'accès à l'alimentation, ne fait pas l'unanimité dans les comités. De nombreux bénévoles craignent que l'on perde de vue la nécessité de répondre à l'urgence et à l'accroissement des demandes d'aide alimentaire. Face à cette nécessité, il leur semble difficile, pour ne pas dire impossible, de remettre en question le système, notamment l'approvisionnement quantitatif en produits dits européens. Dans cette perspective le recours aux circuits-courts et la question de l'accès à une alimentation durable apparaît comme secondaire voir futile, notamment au motif qu'il ne permettra pas de répondre à la demande en termes de volume. Pourtant l'accroissement des demandes d'aide alimentaire ne doit-elle pas justement nous alerter sur l'avenir du système d'aide alimentaire, son fonctionnement et les principes sur lesquels il repose ? A l'heure où le FEAD est évalué et par conséquent ré-interrogé, il semble urgent de s'autoriser à questionner le système

pour pouvoir formuler d'autres propositions au bénéfice des personnes confrontées à l'insécurité alimentaire. On voit là que la question de l'accès à une alimentation durable pour tous est un enjeu qui n'est pas partagé par tous, et que la première pierre à l'élaboration d'une dynamique de changement est la reconnaissance et le partage de l'enjeu au sein de la communauté d'acteurs concernés.

Quelle montée en politique de la question de l'aide alimentaire ?

Si des critiques s'expriment parfois à propos de certains produits de la part des personnes accueillies, nous avons pu constater qu'il était difficile pour beaucoup de critiquer « ce qu'on nous donne ». La logique du don de produits semble limiter les remises en question. De manière générale, les personnes prennent les produits de l'aide alimentaire (notamment les produits de base) pour faire des économies et pouvoir dégager une marge qui leur permettra d'acheter ce qui leur manque en grande surface. D'autre part, la majorité des bénévoles et des personnes méconnaissent la manière dont fonctionne l'aide alimentaire, ce qui ne favorise pas la réflexion sur le système. Les modes de fonctionnement des systèmes alimentaires sont également peu connus. Pourtant, l'imbrication entre système agro-industriel et aide alimentaire devrait nous pousser à la réflexion. L'agro-industrie fonctionne dans une logique de surproduction qui assure sa rentabilité, à condition que cette surproduction soit revalorisée, ce que permet l'aide alimentaire au moyen notamment des déductions fiscales. Vue sous cet angle, l'aide alimentaire apparaît plus comme un mode de régulation de l'industrie que comme un véritable système de solidarité en direction des moins favorisés. C'est pourquoi de nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui dans les associations, dans le monde paysan, du côté des pouvoirs publics et dans le champ de la recherche pour faire émerger une vraie réflexion et promouvoir un changement de paradigme.

Inventer d'autres modalités de solidarité alimentaire ?

Le processus de recherche-action a duré deux ans, qui ont été consacrés à la mise en place d'actions locales porteuses de nombreuses perspectives. Ces deux années n'ont pas fait émerger de nouvelles modalités pérennes d'aide alimentaire qui n'auraient jamais été vues ailleurs ou qui pourraient remettre complètement en cause le fonctionnement actuel, mais plusieurs dynamiques de changements peuvent être observés. Ces deux années ont nourri une vraie réflexion sur la pédagogie de l'action au sein du Secours Populaire (mobilisation des personnes accueillies et des bénévoles, émergence de l'alimentation comme réel enjeu, expérimentation de nouvelles activités) qui ouvrent des pistes d'actions novatrices susceptibles de se développer dans le temps.

Changements actés :

- Trouver les moyens de proposer à chaque distribution des fruits et légumes dans les épiceries, en diversifiant les sources d'approvisionnement.
- Construire un réseau de producteurs autour de chaque comité pour permettre des dons, achats, glanages
- Pérenniser les jardins nourriciers dans des espaces de jardins partagés avec d'autres habitants
- Pérenniser les ateliers cuisine et les repas partagés, comme de véritables leviers pour l'action collective,
- Mettre en place des groupes d'action pour animer les épiceries, composés de bénévoles et de personnes accueillies
- Développer les sorties qui permettent de sensibiliser au monde agricole et développer le rapport au vivant
- Faire des achats collectifs de matériel (comme le stérilisateur) pour faciliter la transformation, le "fait-maison".

Test d'actions novatrices (en cours) :

- Construction d'un poulailler collectif
- Expérimentation de la vente de paniers bios solidaires aux personnes accueillies, en partenariat avec un jardin d'insertion
- Former les bénévoles à l'action communautaire, à l'animation de dynamique collective autour des solidarités alimentaires

Idées d'actions novatrices

Travailler de manière systématique, dans chaque comité et avec l'ensemble des personnes, sur une cartographie des ressources du territoire

- Mettre en place des cuisines ouvertes/ cuisines coopératives dans les comités
- Créer des épiceries coopératives en parallèle de la distribution alimentaire
- Organiser des groupements d'achats solidaires

Les circuits-courts : une vraie plus-value ?

Le recours aux circuits-courts est porteur de multiples opportunités.

En termes de consommation alimentaire c'est l'opportunité concrète d'avoir dans son assiette des produits au bon goût, de qualité, respectueux de l'environnement et de la santé. Tous les participants ont reconnu à un moment ou à un autre cette plus-value, même ceux qui disent ne pas aimer les légumes...

En termes de sensibilisation, le rapport au vivant est une source de bien être, de sensation physique, qui peut être le facteur déclencheur d'une envie de changement.

En termes de liens sociaux, les relations avec les paysans sont sources de plaisir, de découverte et d'apprentissage.

En termes de conscientisation, c'est une opportunité de prise de conscience des enjeux du monde paysan et des enjeux des systèmes alimentaires aujourd'hui.

En termes de stratégie d'avenir, les circuits-courts offrent la possibilité aux acteurs de solidarité de réfléchir à l'émergence d'une solidarité alimentaire « par le bas » en créant des alliances et des projets sur les territoires. En ce sens, la question de l'alliance entre les associations d'aide alimentaire et les mouvements citoyens de démocratie alimentaire est une piste qui doit être mieux explorée. Par exemple, les formes d'épicerie coopératives (dans lesquels chaque consommateur participe à l'activité de l'épicerie) peuvent répondre aux enjeux d'égalité, de solidarité réciproque, de choix, d'accès à des meilleurs produits. Mais ce qui va alors être en jeu c'est la question de la contribution financière demandée aux personnes précaires. A l'heure où les pratiques internationales de solidarité délaissent le don de denrées au profit d'aides financières, la question se pose. Cela interroge aussi les modes de financements des projets associatifs. Aujourd'hui de nombreux appels d'offres fleurissent pour financer l'achat de fruits et légumes en circuits-courts pour les épicerie sociale, mais si ne sont pas pensées les modalités de pérennisation de ces modèles en termes de pratiques, de rapport au monde agricole, d'économie et d'autonomie, les nouvelles démarches retomberont comme un soufflet quand la vague sera passée.

Cela pose bien sur la question des orientations qui régissent les politiques publiques, et leurs responsabilités vis-à-vis du respect du droit à l'alimentation, notamment avec l'apparition des plans alimentaires territoriaux, l'émergence de réflexions sur une sécurité sociale de l'alimentation mais aussi et surtout via le travail réalisé par de nombreux acteurs sur la conception d'une véritable politique alimentaire européenne.

Penser la solidarité alimentaire de manière ascendante ?

Le travail qui a été fait via la recherche-action a contribué à mobiliser les participants du Secours populaires sur les enjeux d'action collective, de participation et d'émancipation et a permis d'inscrire l'alimentation, dans toutes ses dimensions (qualité, accès, choix) comme une question à traiter. À partir de cette prise de conscience et de cette question collective, il est possible d'engager dans les comités une réelle démarche ascendante de conception d'actions de solidarité alimentaire, qui s'inscrivent dans les perspectives de justice sociale et de démocratie alimentaire, en suivant notamment le type de processus que l'on retrouve dans les démarches d'innovation sociale : travail de veille sur les initiatives existantes en France et dans le monde, (notamment les mouvements citoyens), apports pédagogiques sur les différents thèmes concernés, dispositifs d'intelligence collective pour la recherche d'idées, identification des ressources de chaque territoire et activation de ces ressources, construction de partenariats, de réseaux, création de nouvelles actions sur un modes coopératif et participatif portées par les personnes concernées.

Pour renforcer ces dynamiques, la recherche-action a mis en évidence la nécessité de les accompagner dans une posture que nous qualifions d'action communautaire. Pour répondre à cet enjeu, un module de formation en direction des bénévoles, conçu à partir de la recherche-action, est en cours d'élaboration et d'expérimentation.

Vers une démocratie alimentaire, vectrice de justice sociale ?

En tant qu'acteurs centraux du système d'aide alimentaire, les associations doivent constituer des espaces de recherche et d'expérimentation pérennes, qui permettront d'interroger la manière dont elles peuvent faire évoluer leurs missions, leurs pratiques, leur positionnement dans le champ de l'action sociale et publique, et leur positionnement stratégique vis-à-vis des pouvoirs publics, pour s'inscrire dans une perspective de démocratie alimentaire, de justice sociale et de droit à l'alimentation.



Synthèse

À l'occasion de cette recherche-action,

• les comités ont pu :

- Engager de nouvelles actions autour de l'alimentation
- Trouver de nouvelles sources d'approvisionnement
- Engager le Secours Populaire dans des activités de production et de fabrication
- Mobiliser des personnes accueillies dans des activités collectives
- Imaginer de nouvelles manières d'organiser et de communiquer sur les actions
- Sensibiliser les bénévoles au repérage des compétences chez les personnes accueillies
- Activer des liens sociaux
- Dynamiser l'activité des comités
- Faire évoluer l'organisation des comités vers plus de partage du pouvoirs et des responsabilités
- Savoir repérer et mobiliser les ressources territoriales
- Apprendre à travailler en réseau et lier des partenariats à l'échelle des territoires
- Développer les compétences individuelles, sociales, techniques, réflexives des participants
- Permettre à des personnes de s'engager dans des processus émancipateurs
- Mobiliser de nouveaux bénévoles au sein du Secours populaire
- Sensibiliser les participants aux défis du monde agricole
- Susciter des prises de conscience sur les enjeux alimentaires (santé, bien être, écologie, économie, politique...)
- Augmenter la consommation de fruits et légumes chez certaines personnes
- Faire émerger le droit à l'alimentation comme une question à débattre et comme un des enjeux des missions des comités du SPF
- Engager une réflexion sur les choix budgétaires au Secours Populaire (intégrer des achats en circuits-courts)

• les comités ont eu des difficultés à :

- Créer de réelles dynamiques de partenariats avec les producteurs et le monde agricole
- Trouver des modalités de travail pérenne avec les producteurs
- Dégager du temps et des moyens
- Créer de la transversalité entre les différents secteurs d'actions des comités
- Mettre en place des modes d'organisations plus horizontaux
- Mobiliser bénévoles et personnes accueillies de manière massive
- Activer et animer les dynamiques participatives dans le temps
- Dépasser les résistances aux changements
- S'autoriser à tester des modalités d'aide alimentaire vraiment différentes
- Ré-interroger en profondeur le système d'aide alimentaire

• Pistes d'actions :

- Pérenniser les actions expérimentées et tester de nouvelles modalités d'actions (cf. p.21)
- Accroître la création de groupes "alimentation" dans les comités
- Développement des contacts avec des producteurs locaux
- Conception et diffusion d'un outil de cartographie des ressources du territoire dans les comités
- Rencontres et partenariats avec des acteurs structurants du monde paysan qui puissent appuyer et relayer la démarche auprès de producteurs, et inventer des modalités de coopération
- Diffusion d'outils ou d'astuces de repérage des compétences et savoir-faire dans les comités
- Formation des bénévoles sur l'animation de projets de solidarités alimentaires incluant un apport de connaissances sur les systèmes alimentaires et le fonctionnement de l'aide alimentaire, et des méthodes de mobilisation
- Présence d'un animateur compétent en action communautaire au niveau des fédérations ou de la Région
- Création d'un groupe de personnes ayant recours à l'aide alimentaire, inter-associatifs, au niveau régional, pour participer à l'élaboration des politiques publiques

